

Je me suis beaucoup exprimé comme CEMAT et beaucoup également depuis que je me suis retiré des affaires et comme je ne change pas d'avis toutes les cinq minutes il y a de fortes chances que beaucoup parmi vous aient déjà entendu tout ou partie de mes propos. Qu'ils veuillent bien m'en excuser.

En fait, au moment où à Paris on s'active sur les inflexions à apporter au livre blanc en exploitant les événements récents voire en cours, à défaut de pouvoir anticiper notre avenir au-delà de la prochaine décennie, et le tout sous contraintes budgétaires écrasantes, le but de mon exposé d'aujourd'hui est de vous proposer de réfléchir, une fois encore, à notre sécurité collective et aux évolutions sociétales qui pourraient bien l'infléchir de façon irréversible au cours des prochains mois avec toutes les conséquences à en attendre dans notre vie de tous les jours.

Le thème que je vous propose devrait nous permettre d'en prendre partiellement la mesure :

**« Les OPEX : justification fonctionnelle ou nécessité nationale ? La France en a-t-elle encore les moyens et surtout la volonté ? »**

Je me souviens d'avoir lu, il y a très très longtemps dans des annales de préparation au baccalauréat (1968?) la phrase suivante : « L'armée française retrouve dans la guerre d'Algérie la justification fonctionnelle qui lui faisait défaut depuis sa défaite en Indochine... » Je ne commenterai pas cette douteuse fulgurance mais à travers les réflexions des uns et des autres, je me demande si nos concitoyens ne seraient pas tentés de penser la même chose de nos opérations extérieures. Il est vrai qu'en première approche, la situation actuelle les y pousse naturellement : plus de menaces mortelles immédiates à nos frontières et par les temps qui courent bien autre chose à faire que d'aller nous mêler des affaires des autres, d'y dépenser des sommes folles et d'exposer la vie de nos soldats pour, finalement, des causes qui ne nous concernent pas au quotidien !

A vrai dire, il me semble plutôt logique que confrontés aux rigueurs du moment, les Français les moins avertis de la marche du monde, soient amenés à se demander si ce ne sont pas les militaires qui poussent à la roue pour justifier leur existence et les crédits qui leurs sont alloués dans ces temps de grandes difficultés... En fait, ce qui est regrettable dans tout cela, c'est qu'on ne leur apporte pas de réponse politique suffisamment explicite. Or je pense qu'ils sont à même de comprendre la nécessité de nos engagements militaires puisqu'il y va de leurs conditions de vie quotidiennes. En fait la problématique est assez simple : est-ce que les Français veulent continuer à vivre en première division en préservant leur actuel niveau de vie ou sont disposés à moins bien vivre en seconde voire à survivre en troisième ?

Historiquement et surtout depuis la révolution industrielle du XIXe siècle, notre pays a toujours eu un double problème à gérer : celui des ressources et celui des débouchés ; ressources pour fabriquer ce dont il a besoin pour vivre, débouchés pour

ce qu'il doit fabriquer en plus pour dégager les marges lui permettant justement de se procurer ces ressources. Ce cercle infernal simpliste n'est pas près de s'arrêter. Pays démunie de quasiment tout sauf d'intelligence (« On n'a pas de pétrole mais on a des idées! ) et d'exceptionnels savoir-faire, la France ne peut pas vivre isolée de tout et se désintéresser de la marche du monde. Elle n'a donc pas d'autre alternative que de continuer à contribuer, avec d'autres, à la stabilité d'un monde dont dépend sa vie quotidienne. Encore faudrait-il qu'elle s'en donne les moyens et surtout qu'elle en ait la volonté.

Après vous avoir livré quelques réflexions personnelles forcément incomplètes et toujours très discutables, je m'attarderai un peu plus sur notre outil militaire et l'armée de terre en particulier, puis sur la problématique des pertes, la judiciaire accrue des opérations militaires qui s'ensuit et leur impact sur notre volonté de défense.

**1/ J'estime que notre pays n'a pas d'autre alternative que de contribuer à la stabilité du monde : les opérations extérieures sont non seulement un de ses leviers d'action mais que cela plaise ou non, elles sont une nécessité voire une obligation nationale.**

La défense du territoire national, ce pré carré si cher à Vauban, et des intérêts vitaux de la nation reste bien sûr la première raison d'être du soldat mais elle est aujourd'hui fragilisée par la disparition d'une menace mortelle à court terme clairement identifiée depuis l'effondrement du pacte de Varsovie. Le Rhin est devenu un trait d'union et les bouches de l'Escaut, de la Meuse et du Rhin ne sont plus, depuis belle lurette, source de contentieux entre la France et l'Angleterre. Et puis, en cas de menace directe clairement identifiée, il reste la dissuasion nucléaire....ultima ratio regis !

Mais alors que fait-on là où ne se fomentent aucune menace directe contre notre pays, là où aucune menace ne pèse sur nos ressortissants ? Que fait-on en Afghanistan ? Que sommes-nous allés faire en Libye ? Pourquoi sommes nous toujours au Liban ? Dans les Balkans ? En Côte d'Ivoire ? Pourquoi avons-nous déployé une base interarmées aux Émirats Arabes Unis ? Pourquoi soutenir une intervention au Mali ? Répondre avec pédagogie et conviction à toutes ces interrogations est une urgence nationale. Or j'estime qu'actuellement la défense de nos intérêts les plus courants, j'ai presque envie de dire les plus banalement domestiques, ne sont pas suffisamment mis en exergue dans le débat sur notre sécurité globale ce qui conduit de façon insidieuse à un évident désintérêt de nos concitoyens pour les problèmes de défense puisqu'ils ne se sentent pas directement concernés. On cultive entre spécialistes chevronnés de longs développements abscons sur l'arc de crise de « Kandahar à Dakar », la prolifération des armes nucléaires et conventionnelles, la « gangstérisation » du Sahel sous couvert de groupuscules plus mafieux que religieux, la piraterie maritime, les vulnérabilités du cyberspace, la menace terroriste et enfin sur la défense des droits de l'Homme et des valeurs plus fondamentales de notre humanité. Bien sûr que tout

cela est pertinent. Mais si s'impliquer « manu militari » en alimentant le tintamarre médiatique, pour éloigner le spectre d'un nouveau Port Royal (1996 – 4 tués et 170 blessés), récupérer sains et saufs nos otages, sauver les plaisanciers imprudents dans le golfe d'Aden et là où les droits de l'Homme sont bafoués passe encore, reconnaître ouvertement que nos engagements sont sous-tendus par des motifs d'ordre économiques, énergétiques notamment, suscite chez nous des réticences dont on ne s'embarrasse pas ailleurs. « Couvrez ce sein que je ne saurais voir ». Il est plus que temps de mettre Tartufe au placard et de ne plus prendre les Français pour des Dorine, car nous sommes là au cœur même des finalités de notre défense.

Pour avoir été souvent confronté aux interrogations des familles éprouvées de nos soldats, je suis convaincu qu'il faut tenir à nos concitoyens un langage de vérité pour en finir avec les incompréhensions :

**« Aujourd'hui, la survie de la Nation n'est plus réductible aux seules frontières de l'Hexagone ni même à celles de notre bonne vieille Europe élargie à 27 et sa politique de défense commune aujourd'hui en pleine hibernation. La survie de la Nation est liée à la stabilité d'un monde qui doit faciliter les échanges dont nous avons besoins pour vivre, maintenir voire améliorer nos conditions de vie. La France, puissance continentale mais aussi deuxième espace maritime du monde derrière les USA doit contribuer à cette stabilité. Elle ne peut le faire seule mais elle doit y apporter la contribution que lui impose son histoire, sa puissance, ses valeurs, son statut de membre permanent du conseil de sécurité et, moins prosaïquement, ses besoins quotidiens les plus vitaux. »**

**La vie de tous les jours n'est pas faite que de grands principes philosophiques. Qu'on le veuille ou non, la défense d'une Nation restera toujours et inévitablement sous-tendue par des préoccupations d'ordre strictement matériel et ça, les Français sont tout à fait en mesure de le comprendre.**

Les chiffres ont la tête dure et je ne suis pas certain que dans ce domaine le plus facile soit devant nous. Quelques ordres de grandeur pour appuyer mon propos :

- La France est un grand pays mais c'est un pays fragile et vulnérable :
  - Avec 65 350 000 habitants au 1er janvier de cette année nous ne pesons plus que 0,9% de la population mondiale, moins de 1% !
  - Avec un PIB de 2800 Milliards de \$ (soit 2200 Milliards d'€), ce qui nous situe au 5e ou 6e rang mondial derrière les USA, la Chine, le Japon, l'Allemagne voire le Brésil, avec un PIB par habitant de 44 000 \$ qui nous ramène au 20e rang mais nous maintient dans le peloton des puissances occidentales majeures, tout pourrait sembler aller pour le mieux.
- En fait, vous le savez tous, l'avenir est moins bien assuré qu'il y paraît :
  - Certes nous exportons 20% de notre PIB, c'est à dire qu'un actif sur 5 travaille à l'export notamment dans l'aéronautique, l'agroalimentaire et le matériel de transport, mais malheureusement, dans le même temps, nous importons l'équivalent de 22% de ce PIB, pour l'essentiel de l'énergie, des matières premières, des automobiles et des biens de production.

- Notre balance commerciale est donc déficitaire de 2% soit près de 70 milliards dont 45 pour la seule énergie. Elle était excédentaire de 3% il y a 15 ans.
- En clair, cela signifie que nous n'arrivons même plus à dégager les ressources pour payer ce dont nous avons besoin pour vivre et que la prospérité dont se nourrit la dépense publique n'est plus au rendez-vous. Les dernières prévisions de croissance pour 2013 oscillent entre 0 et 0,8%, notre déficit public a atteint en 2011 5,2% du PIB et notre dette publique se montait à la fin du premier trimestre 2012 à 1789 Milliards d'€ soit 80% de notre PIB annuel. Il flirterait actuellement avec les 91%.
- Bref, c'est de plus en plus dur. Alors imaginons un seul instant ce que serait notre vie quotidienne dans un monde totalement déstabilisé qui menacerait nos sources d'approvisionnement et rendrait plus aléatoires encore nos débouchés à l'exportation..
- Est-il bien nécessaire de rappeler que nous importons la totalité d'un pétrole qui deviendra de plus en plus cher à exploiter, de notre gaz, d'un uranium avec lequel nous produisons 84,7% de l'électricité vendue par EDF, de notre fer, de notre aluminium, de notre cuivre et de qu'il est convenu d'appeler les terres rares, ces 17 minerais indispensables aux produits de haute technologie dont la Chine fournit 97% des besoins mondiaux dont la moitié pour elle-même.
- Enfin l'épuisement annoncé d'un certain nombre de minerais essentiels, l'or, le zinc, l'étain, le plomb, le tantale, le cuivre d'ici à 2040, ne fera qu'exacerber les tensions au fil des ans.

Bref, si nous voulons tout simplement survivre correctement au cours des prochaines années, il va bien falloir continuer à nous impliquer dans la marche du monde et la préservation d'une stabilité permettant de poursuivre des échanges vitaux pour chacun d'entre nous. On peut toujours penser que d'autres plus puissants que nous le feront à notre place. C'est possible mais charité bien ordonnée commençant toujours par soi-même, ils se serviront les premiers et ne nous laisseront que des miettes de plus en plus petites. Ce n'est pas parce que nous venons de vivre une période apaisée de 67 ans que nous vivons dans un monde de bisounours...Le prix Nobel de la paix décerné à une Europe en crise ne doit pas faire illusion et il faut se souvenir de ce que disait le Président Mitterrand : « La guerre ce n'est pas le passé, cela peut être l'avenir. »

**La France ne pourra jamais vivre recroquevillée sur elle-même, pas plus qu'elle ne devra renoncer, d'ailleurs, à promouvoir les valeurs dont elle se fait le héraut depuis des siècles maintenant. Mais les deux vont de pair.**

Car c'est vrai qu'il y a aussi, et c'est sans doute une spécificité française, une dimension immatérielle dans nos opérations extérieures et je veux croire que les Français n'y sont pas indifférents à l'instar de cette maman qui me disait de son fils gravement brûlé « Il n'endure quand même pas tout ce martyr uniquement pour des raisons d'ordre économique. Il portait aussi les valeurs de notre pays ». Oui le soldat français porte aussi, de par le monde, les valeurs de la République. Il en est ainsi,

avec bien d'autres, le porte-voix. Mais pour être portée haut et fort encore faut-il que cette voix soit crédible.

C'est un point très important. Parce que nous sommes un des cinq membres permanents du conseil de sécurité, il est fondamentale que notre parole soit la traduction ubi et orbi de notre ferme volonté de contribuer, avec la communauté internationale, à la stabilité d'un monde qui restera toujours potentiellement dangereux. Or ce statut particulier nous donne des obligations particulières. Reste à savoir si nous avons encore la volonté et les moyens de les assumer.

## **2/ Les moyens :**

Si volonté et moyens sont intimement liés, la disparition de menaces traditionnelles à nos frontières a singulièrement émoussé l'une et érodé les autres.

Écoutons ce qu'en dit dans la série "Focus stratégique" de l'Institut Français des Relations Internationales, Martial Foucault, professeur de sciences politiques à l'Université de Montréal : « Pour illustrer les changements intervenus en France ces trente dernières années, rappelons que le budget de défense voté en 2010 correspond peu ou prou en valeur au budget adopté en 1981... Si l'on tient compte du budget de défense hors-pensions, il représentait 1,7% du PIB en 2011 contre 3 % en 1982. Si l'écart semble faible, **il signifie toutefois que l'effort budgétaire français de défense a quasiment été divisé par 2 en l'espace de trente ans** ».

Cette tendance est malheureusement générale dans une « Europe qui désarme dans un monde qui réarme » comme en témoignent ces dernières statistiques du Stockholm International Peace Research Institute : l'Europe ne représente plus en 2011 que 20 % des dépenses militaires mondiales contre 29% en 2001.

En témoigne par exemple cette intervention du Directeur chargé des affaires stratégiques au ministère de la défense : « Déjà peu élevé, l'effort de défense des pays européens est en voie de s'effondrer chez nombre de nos partenaires, incapables, dans le contexte actuel de crise de l'endettement public, de faire face à leurs obligations. Plus que jamais, seuls, la France et le Royaume-Uni en Europe paraissent encore animés, malgré les difficultés, par le souci de maintenir leur effort de défense, alors même que c'est à une accélération du processus de contraction des crédits de fonctionnement comme d'investissement que l'on assiste en Europe centrale ou chez nos partenaires d'Europe occidentale ».

Certes, cette tendance forte à la diminution de l'effort de défense en Europe, contrairement à la situation constatée en Asie, existait déjà avant 2008. Ce phénomène s'est accéléré avec la crise financière, dans des conditions insoupçonnées, avec pour conséquence la question des moyens dont pourront bénéficier l'Alliance ou la défense européenne et donc la réalité de leurs futures capacités opérationnelles, sans parler de leur volonté politique à intervenir, comme l'a amplement souligné le

dossier libyen. » Moyens, volonté d'emploi nous y revoilà une fois de plus.

### **Qu'en est-il vraiment chez nous ?**

Après l'Éducation nationale (88 Md€ Enseignement supérieur et recherche compris), la dotation aux collectivités locales (55,3Md€) et le paiement de la dette (48,8 Md€) le budget de la défense est encore avec 31,4 Md€ hors pensions, le 4e budget de l'état, mais depuis quinze ans, la France est définitivement passée sous le seuil toujours discutable des 2% de PIB prôné par notre premier système d'alliance européen à savoir l'OTAN, en termes de partage du fardeau de la sécurité collective occidentale. Malheureusement, la situation économique étant ce qu'elle est, nous continuerons à jongler avec deux volontés antagonistes : d'un côté contribuer à la réduction de la dette et à l'assainissement de nos finances publiques et de l'autre ne pas faire du budget de la défense une variable d'ajustement au détriment de notre sécurité collective.

Je vais vous épargner les comparaisons fastidieuses entre le potentiel militaire des différentes nations et les évolutions du nôtre au fil des lois de programmation et simplement me contenter de vous donner quelques points de repères.

En termes de moyens, j'estime qu'une des révolutions les plus importantes de notre outil de défense a été la professionnalisation décidée en 1996 par le Président de la République. Le retour du dernier appelé à la vie civile le 30 novembre 2001, passait à la trappe l'article 1 de la loi Jourdan de 1798 : « Tout Français est soldat et se doit à la défense de la patrie ».

Pour bien comprendre cette transformation majeure non seulement pour nos armées mais aussi pour toute notre société, il faut remonter à la première guerre du Golfe il y a 20 ans. Beaucoup ici s'en souviennent. La France n'avait pu engager que 19 000 hommes au sein d'une coalition qui en comptait 938 000, près d'un million. Sur ces 19 000, à peine 12 000 d'une armée de Terre qui en comptait alors 250 000 ! (Retenez bien ce chiffre que nous allons retrouver plus loin) Compte tenu des risques et de l'éloignement du théâtre d'opération des préoccupations des Français, difficile d'engager une armée de conscrits essentiellement conçue pour défendre la ligne bleue des Vosges et ses marches outre Rhin. Jamais l'opinion publique n'aurait accepté la mort d'un soldat du contingent pour délivrer le Koweït et renvoyer chez eux les Irakiens. On racla donc tous les soldats de métier répartis dans les unités pour constituer des unités de marche ou renforcer les quelques régiments professionnels existant déjà en se disant qu'après tout il y aurait moindre mal en cas de pertes.

Bref pour une puissance nucléaire, membre permanent du Conseil de Sécurité des Nations Unies, la contribution fût modeste ! Dieu soit loué le volume des pertes le fût également : 10 tués dont 7 par accident et 3 au combat. Mais tout le monde, Politiques en tête, s'était fait une belle frayeur compte-tenu de l'emploi toujours possible des armes chimiques.

Quoiqu'il en fût, il sauta immédiatement aux yeux que cette armée de conscription était politiquement inemployable pour des opérations extérieures qui allaient devenir la règle pour les quelques décennies à venir. Entre l'éloignement de toute menace

immédiate à nos frontières et un service militaire devenu notoirement inégalitaire (1 français sur trois ne le fait pas et parmi ceux qui le font les inégalités de traitement sont criantes), son sort était scellé. Il sera suspendu.

### **Où en est-on aujourd'hui ?**

Je ne vais pas passer en revue les trois armées. Je vous renvoie aux auditions annuelles des chefs d'état-major devant les commissions des assemblées que l'on trouve très facilement sur internet.

Je ciblerai mon propos plutôt sur l'armée de Terre en vous donnant quelques points de repères en suivant le triptyque classique bien connu personnel, équipement, emploi.

### **Dans le domaine du personnel:**

- Nous l'avons vu plus haut il y avait 250 000 dans la seule armée de Terre au début des années 90.
- En 2014, au terme de la loi de programmation 2008/2014 en cours, les trois armées ne pèseront plus, ensemble, qu'un peu plus de 197 000 militaires, 91500 dans l'armée de terre, 35300 dans l'armée de l'air, 32000 dans la marine et 38400 dans les services interarmées. Il convient d'y rajouter 57 500 civils qui feront de l'administration et du soutien mais n'iront pas faire la guerre.
- Au terme de la déflation en cours, en 2014, les armés auront rendu 54 000 postes dont 24500 postes pour la seule armée de Terre.
- Cette année, l'armée de terre est passée sous la barre symbolique des 100 000 militaires, deux fois le nombre d'agents de la ville de Paris. Désormais, elle tient largement dans le stade de France, 80 000 dans les gradins, le reste sur la pelouse.
- Pour mémoire, et ce n'est pas un reproche, en 2012 les effectifs de la police sont de 143 700 hommes et femmes et ceux de la Gendarmerie de 95 600.
- Comme j'aime bien les démonstrations par l'absurde, je rappelle qu'il y avait dans la seule infanterie 2000 000 d'hommes en 1914, de quoi mettre un fantassin tous les 50 centimètres de Nice à Dunkerque. Aujourd'hui avec nos 20 régiments d'infanterie, nous serions capables de faire la même chose de la place de la Comédie à Palavas les Flots avec, il est vrai une puissance de feu par homme sans commune mesure..
- Aujourd'hui l'armée de terre du BOP Terre est à moins de 100 000 et compte :
  - 12% d'officiers dont 20 % de contractuels.
  - 32% de sous-officiers dont 50% de contractuels.
  - 56% de militaires du rang, de soldats, tous contractuels.
  - Cette armée de métier est donc composée de 71% de contractuels en CDD d'une durée moyenne de 6 ans du fait de la rudesse du métier en unités de combat et de l'obligation de jeunesse qu'elle implique.
  - Il s'ensuit donc un turn over très important qui nécessite :
    - un effort permanent de recrutement externe (400+1200+ 12000 = 13600)

- amplifié par un recrutement interne très important puisque 70% des sous-officiers sont issus du rang et 50% des officiers sont d'anciens sous-officiers. (escalier social).
- Un effort permanent de formation initiale et continue.
  - Un effort de fidélisation où la considération y compris au niveau national tient une place centrale.
  - En termes de réduction de la masse salariale les armées ont toujours été une cible privilégiée. Mais le temps des gros bataillons est loin derrière nous et dans une armée de métier taillée au plus juste, c'est devenu la quadrature du cercle :
    - Comment réduire les effectifs des 29% de militaires de carrière tout en repoussant les échéances de mise à la retraite ? Les leviers d'action sur du personnel statutairement protégé comme les autres fonctionnaires, sont quasiment inexistantes faute de mesures d'incitation au départ financièrement attractives .
    - Faire porter l'effort sur les 71% de contractuels est plus réactif mais produit des effets dévastateurs. Le non renouvellement de contrats de soldats performants, tue la motivation et discrédite le commandement. La réduction des recrutements initiaux ne produit qu'un faible retour financier au prix d'effets déstructurants durables : 45% de nos soldats sont à l'indice plancher de la fonction publique (295). Pour faire de grosses sommes, il faut donc supprimer beaucoup d'effectifs soit par échenillage des régiments ce qui en amoindrit la capacité opérationnelle soit en en supprimant purement et simplement.
  - En 2012, la réduction du recrutement de 2000 postes dans les armées dont 1500 pour la seule armée de terre permettra de gagner 12 M€ (10% du coût de Pierresvives) mais privera l'armée de terre de l'équivalent des soldats de 2 régiments d'infanterie sur les 20 qui nous restent.
  - Un mot des restructurations. On en parle peu mais c'est très très dur ! Supprimer en 6 ans 54 000 postes dans les armées dont 24450 dans l'armée de Terre ce n'est plus comme dans le temps renvoyer chez eux par anticipation des appelés que cela réjouissait ou réduire l'appel sous les drapeaux. C'est supprimer de vrais emplois. Pour la seule armée de Terre, c'est l'équivalent de 38 sites industriels type Florange rayés de la carte. Vous conviendrez qu'on en parle moins...Il faut naturellement y ajouter un effectif équivalent en termes de personnels transférés. En 2012, l'armée de terre perdra 16200 postes, 11400 militaires et 4800 civils, 2700 postes seront supprimés et 13500 transférés hors de l'armée de terre. Vous pouvez imaginer ce qu'il y a derrière tout cela en drames sociaux, familiaux et domestiques ! Aller au-delà en rajoutant une couche à un mille-feuilles déjà bien indigeste sera insupportable car les familles sont aujourd'hui fatiguées d'avoir à payer le prix fort en silence. L'émotion suscitée par l'annonce dans la presse de la suppression de 30% des tableaux d'avancement au choix en



2013, ce qui revient à réduire le niveau de vie des militaires, et les ratés du système Louvois de paiement de la solde, attestent de cette exaspération.

– **Dans le domaine des équipements :**

- Nous sommes dans le troisième cycle de renouvellement de nos équipements depuis la fin de la seconde guerre mondiale.
- Nos engins durent en moyenne 35 ans. Les hélicoptères de type gazelle particulièrement efficaces en Libye ont 30 ans. Nos véhicules de l'avant blindé sont encore plus vieux.
- Un réel effort d'équipement est actuellement en cours mais il était devenu inéluctable et il faudra qu'il soit poursuivi si nous voulons éviter le déclassement opérationnel.
- Encore, quelques comparaisons par l'absurde...
  - En 1914 nous avions 3630 canons d'artillerie. En 1918 15200. Il nous reste 128 canons.
  - Il y a 10 ans, il y avait 106 000 chars de bataille sur la planète. Nous n'en avons conservés que 254, les Allemands 225, les Britanniques à peine plus. Je ne suis pas sûr qu'ils aient été ferrailés avec le même empressement hors d'Europe occidentale ! Les Américains en auraient 8000 et les Russes 12000 en excluant les chars plus anciens que le T72.
  - Plus près de nous l'armée suisse a 21 bataillons d'infanterie nous 20, 224 chars de bataille nous 254, 1281 véhicules de combat d'infanterie de classe VBCI nous bientôt 630, 224 canons de 155 nous 128.
- Cela dit tous ces équipements coûtent chers. Maîtriser la dérive des coûts unitaires puis préserver les équipements en service reste une obsession du commandement. Il n'est sans doute pas inutile de rappeler ces coûts à travers 3 exemples chiffrés en équivalent voiture de milieu de gamme à 15000 € : équipement FELIN = 1,5 ; 1 VBCI = 200 ; 1 hélicoptère Tigre = 1700. (Rafale sortie usine 6 700...)
- On s'oriente donc de plus en plus vers des plate-formes plus basiques adaptables ultérieurement de façon réactive en fonction des circonstances par ajout de blindage, d'armement ou autres équipements spécialisés.
- Cela dit cette nouvelle approche ne réglera pas tout et l'on peut redouter la mise en œuvre de plus en plus pressante de mécanismes bien connus :
- Tout d'abord, les abandons puis les réductions de programmes, les reports de commandes d'une année sur l'autre et l'étalement des séries qui surenchérisent les coûts dans le long terme, accélère l'usure des parcs en service et complexifie la maintenance et éprouve notre industrie de l'armement. Prenons l'exemple des hélicoptères : nous en sommes actuellement à 36 Tigre sur les 80 attendus. A raison de 6/7 par an nous en avons encore pour 7 à 8 ans. La situation des NH90 Caïman est toute aussi incertaine. Nous en avons 1 sur les 133 initialement programmés. 34 ont déjà été commandés. 34 devraient l'être

en 2013 et les 65 autres dans le cadre de la prochaine LPM. Autant dire que tout cela reste incertain d'autant qu'en Allemagne les discussions avec Eurocopter pourraient bien déboucher sur une réduction des commandes à hauteur de 40 Tigre et 40 NH90 ce qui aura inévitablement un impact sur les pays partenaires de ces programmes.

- Vient ensuite le rognage des crédits d'entretien d'équipements de plus en plus difficiles à soutenir soit parce que trop vieux ou au contraire de la dernière technologie ce qui pose, pour les trois armées, le problème de la régénération du potentiel des équipements majeurs et notamment des aéronefs.
- Préoccupation plus terre à terre enfin, va se poser une fois de plus, la réduction de la part des crédits consacrés aux équipements terrestres dans le budget global, traditionnellement 20% avec dans un passé récent des points morts bas à 16%. En période de tension budgétaire, « réduire l'empreinte au sol des engagements » risque fort de devenir une attrayante alternative. Compte tenu de la sanctuarisation de la dissuasion nucléaire à environ 10% du budget de la défense, de la quasi sanctuarisation du rafale et des besoins légitimes du groupe aéronaval, je ne serais pas surpris que cette évolution stratégique suscite un certain engouement. Pourtant, que ce soit en termes d'équipements neufs ou d'entretien de ses équipements, avec **19 %** du budget des armées dans chacun de ces domaines, l'armée de Terre qui fournit dans la durée **85%** des effectifs engagés en opérations extérieures reste malgré tout d'un rapport coût / efficacité plutôt raisonnable. Cela m'amène au dernier volet de mon triptyque : l'engagement opérationnel.

### **Dans le domaine de l'engagement opérationnel quelques points à retenir.**

- Nous avons de bons soldats, courageux, généreux, débrouillards, aussi bien équipés que nos moyens nous le permettent et nous n'avons pas à rougir des comparaisons. Ils sont issus de milieux modestes, sont sensibles aux marques de considération. Ils détestent la compassion ce qui, d'ailleurs, a toujours été une constante chez le soldat français comme en témoigne ce dessin dans un journal de tranchées. Nos soldats sont les héritiers de ces soldats là et aujourd'hui des volontaires qui savent parfaitement à quoi s'en tenir.
- Soutenu jusqu'à l'été 2011, le rythme opérationnel est en net ralentissement depuis la fin de la crise ivoirienne et notre retrait anticipé d'Afghanistan :
  - 6700 en OPEX (6 à 4 mois) ;
  - 3 500 en mission de présence et de souveraineté (4 mois);
  - soit 1/3 des forces projetées par an ...avec une centaine de chiens ;
  - 1800 véhicules majeurs déployés dont 1000 blindés...qu'il faudra bien ramener un jour ou l'autre...
- 128 M€ par an sont consacrés à la préparation opérationnelle. C'est 0,4% du budget de la défense hors pension. Cela fait l'équivalent de 4 euros sur 1000 mais faute de pouvoir gratter sur les crédits quasiment cristallisés, le

grignotage se poursuit au détriment de la capacité opérationnelle. Qu'importe, en cas de revers de fortune, on pourra toujours blâmer l'incompétence des chefs.

- **En conclusion, nous avons tout juste les moyens de remplir les missions telles qu'elles sont définies dans l'actuel livre blanc, sans plus et sous réserve :**
  - de combler certains déficits graves bien connus des spécialistes, notamment ceux des commissions des Assemblées ;
  - de préserver le nombre de jours de préparation et d'activités opérationnelle par an : 120 en 2011, 111 en 2012, 105 en 2013. Là on touche à la responsabilité première du CEMAT : préparer ses hommes au combat et croyez-moi on sait le lui rappeler quand cela ne va pas bien...
  - En revanche, toute nouvelle tension sur les effectifs et les équipements devra conduire inévitablement, à une révision de notre niveau d'ambition sur la scène internationale. « La France n'a jamais été aussi peuplée, son armée n'a jamais été aussi petite alors que le monde n'a jamais été aussi dangereux » rappelait le général Ract Madoux devant le Sénat.

On en revient donc à l'essentiel, la volonté.

### **3) Avons-nous aujourd'hui cette volonté de contribuer à la stabilité de la planète ?**

Indépendamment de toute considération budgétaire car les opérations coûtent cher, en moyenne 1,2 M€ par jour et par opération , la réponse à cette question est très complexe car nos sociétés occidentales restent très marquées par le souvenir des grandes hécatombes du XXe siècle et répugnent à l'emploi de la force militaire. Je vous expliquais plus haut qu'une des raisons ayant présidé à la professionnalisation des armées était l'appréhension des pertes au combat de soldats du contingent. On estimait alors que la mort d'un soldat de métier serait mieux supportée par l'opinion publique puisque, dans l'absolu, il en avait accepté tous les risques.

En fait il n'en a rien été. Non seulement la phobie de la guerre est restée la plus forte, mais elle a débouché sur une judiciarisation accrue des opérations militaires tactiques.

Bien évidemment, les faits d'armes n'étant pas des faits divers, il eut été indigne que le soldat de métier se fasse tuer dans l'indifférence d'une nation qui lui aurait délégué sa défense pour solde de tout compte.

Cependant et compte tenu des enjeux, j'estime que **nos sociétés compassionnelles** doivent rapidement trouver une posture plus équilibrée entre l'émotion et la raison.

#### **Commençons par la problématique des pertes :**

Au lendemain des deux guerres mondiales puis durant la Guerre froide et les guerres de décolonisation, les grands mouvements pacifistes et les slogans dont ils se faisaient l'écho rendaient bien compte de l'évolution des mentalités et au final du

casse-tête que représente désormais, pour les politiques, le recours à la force armée. Vous les connaissez : « la der des der, mort à la guerre, plutôt rouge que mort etc. » C'est un peu sur la base de ces slogans que s'est bâti le concept de zéro mort, le rêve utopique de la guerre sans pertes ni dégâts collatéraux.

Cette idée surréaliste que l'on puisse faire la guerre sans perte met sur les unités engagées en opération et leurs chefs une pression dont vous n'avez pas idée.

Je comprends parfaitement la retenue des responsables politiques qui portent la responsabilité de l'engagement des armées. Mais ce n'est pas nouveau. Souvenons-nous de cette déclaration de Lloyd George en pleine guerre mondiale : « Jamais il n'accepterait la situation du garçon boucher qui conduit les bêtes à l'abattoir, et que rien ne le ferait s'y résigner. » Le 1er juillet 1916, son pays perdit sur la Somme en une seule journée, 20 000 hommes et dénombra 40 000 blessés. Devenu Premier Ministre 6 mois plus tard, il mena pourtant la guerre à son terme, pour notre liberté, au prix de 682 000 tués !

Il est clair qu'aujourd'hui, les prouesses technologiques aidant les armes aériennes ou navales sont dans l'absolu moins vulnérables que l'infanterie...D'ailleurs l'évolution en cours de la stratégie américaine en prend acte : "La tendance est désormais ... sur le plan de l'engagement des forces, aux forces aériennes et navales et aux actions indirectes au détriment des interventions de longue durée à forte empreinte au sol. »

Pour résumer : le moins de possible de « boots on the ground ». La question posée fin 2011, par le Président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat au CEMAA au sujet de l'intervention contre la Libye est à cet égard significative : « Est-ce que cette opération, dont la principale caractéristique, pour ce que j'en retiens, est la faiblesse délibérée, voulue, organisée, d'empreinte militaire au sol, est susceptible de devenir un modèle pour de futures interventions ? »

Cette évolution est déjà en marche, au moins dans les esprits, mais il n'empêche que tant que les hommes n'auront ni plumes ni branchies, tout commencera et se terminera sur terre ce que reconnaît d'ailleurs bien volontiers le CEMAA : « Si je vous ai laissé croire un instant que la puissance aérienne pouvait tout faire, c'est sans doute que je me suis mal expliqué. Tout commence au sol et se finit au sol... Néanmoins, aucune crise depuis 20 ans ne s'est réglée sans l'intervention de la puissance aérienne, soit pour amener à la raison un dictateur, soit pour appuyer des troupes au sol. »

Reste à connaître le prix que nos sociétés sont prêtes à payer.

### **Regardons l'Afghanistan :**

La coalition compte 131 000 hommes de 49 nationalités. 3183 ont été tués en 11 ans.

- Avec 90 000 hommes les Américains représentent 68% de la coalition. 2121 ont été tués (dont de jeunes femmes) soit 66% des pertes de la coalition.
- Avec 9500 hommes les Britanniques représentent 7% de la coalition. 430 ont été tués soit près de 13,5 % des pertes de la coalition.
- Avec moins de 4000 hommes les Français représentaient, à l'été 2011, 3% de la

coalition. 88 ont été tués (toutes causes confondues) soit moins de 3% des pertes de la coalition et sensiblement le taux de perte moyen sur ce théâtre.

Est-ce trop ? C'est toujours trop ! Mais va-t-on désormais fixer, avant chaque opération, des taux de pertes politiquement acceptables ? Sur la base de quels critères ? Préviendra-t-on dès l'engagement que passé le cap des 20, 30, 40 tués, que sais-je, on se retirera ? Bien franchement j'ai du mal à cerner l'avenir.

La mort du soldat au combat n'est pas une mort ordinaire et on répugne à la comparer aux autres causes de mortalité dans notre pays. Pourtant il va bien falloir se décider à regarder les choses en face un jour ou l'autre :

- sur 546 000 décès en France en 2011, 60 000 sont attribuables au tabac ;
- 25 à 60 000 à l'alcool, 33 000 étant le chiffre le plus couramment admis ;
- La drogue difficile de s'y retrouver...
- 4200 personnes sont mortes des suites d'infections associées aux soins (IAS) dans les hôpitaux ;
- 3970 se sont tués sur la route ;
- 1441 se sont tués au cours de leurs activités professionnelles ;
- 140 femmes sont mortes sous les coups de leur conjoint.
- En 2010 6 policiers et 13 gendarmes sont morts en service.
- En 11ans 88 soldats sont morts en Afghanistan . 8 par an en moyenne. En 11 ans c'est l'équivalent de 22 minutes de la guerre de 14-18.
- De 2002 à 2011, en 10 ans, l'armée de terre a déploré 1089 militaires tués dont 2/3 hors service et 1/3en service dont 68 au combat stricto sensu.

Dès lors qu'il y va de la défense de la Patrie et des intérêts supérieurs de la Nation, il va bien falloir se souvenir collectivement de ce que nous disent **les lois de la République** : « L'état militaire exige en toute circonstance esprit de sacrifice, pouvant aller jusqu'au sacrifice suprême... » Le soldat connaît cette exigence puisqu'il l'a acceptée. **C'est son honneur et c'est aussi celui de sa famille.**

Le chagrin d'un père, d'une mère surtout, sera toujours irrépressible, la douleur d'une épouse profondément bouleversante et le désarroi des orphelins particulièrement poignant mais le comportement de nos familles éprouvées force l'admiration.

Plus rentrée, la peine des camarades de combat n'en est pas moins profonde et sincère. « Le soldat n'a que son silence à offrir » disait Roland Dorgelès.

Le silence accompagne le plus souvent cette compassion initiale tant il est difficile de trouver les mots justes. Puis vient le temps des explications. Les familles veulent à juste titre savoir, comprendre. Lorsqu'elles vivent dans les garnisons, elles ont le plus souvent été associées aux préparatifs de la mission puis tenues informées autant qu'il est possible de le faire sans nuire au déroulement des opérations. Et puis surtout les moyens d'aujourd'hui permettent de conserver un lien quasiment permanent entre le soldat et sa famille.

Désormais en cas d'événements graves, les familles sont informées très rapidement

de tout et son contraire comme c'est souvent le cas avec des témoins indirects ou des témoignages de seconde main.

C'est la raison pour laquelle elles veulent absolument connaître la version officielle des faits : « Comment mon fils, mon mari, mon frère a-t-il été tué ? Comment expliquez-vous que son casque ait été percé, que les balles n'aient pas été arrêtées par son gilet pare-balles ? C'est bien ce qu'on nous dit dans les journaux : ils sont mal équipés ! Que sont-ils allés faire dans une zone infestée d'insurgés ? C'est bien ce qu'on nous dit dans les journaux : ils sont mal commandés ! »

Alors le chef militaire explique, croquis et photos à l'appui comment les choses se sont passées. Non seulement il l'explique mais une fois que toutes les vérifications ont été faites, il l'écrit aux familles qui le souhaitent pour laisser une trace qui les aidera sinon à accepter du moins à comprendre. Imaginez cet effort d'explication au cours des grands conflits du siècle passé.

Mais il arrive que ce besoin légitime de compréhension ne soit pas satisfait, que le doute et la suspicion subsistent. Lorsque nos explications n'ont pas suffi, ou si nous ne sommes pas crus, cette quête de vérité conduit inexorablement vers ce qu'il est désormais convenu d'appeler la judiciarisation des opérations.

Comment en est-on arrivé là ? C'est finalement assez simple et correspond à une évolution de notre société qui touche tous les secteurs d'activités. Du temps de la conscription le sacrifice du soldat était porté par l'élan patriotique, consenti ou contraint, qui accompagnait l'engagement des armées dès lorsqu'il y allait de la survie de la Nation. Il n'en était pas moins douloureux pour autant. Les grands chefs n'échappaient ni au tribunal de l'Histoire ni, parfois, aux tribunaux de la République, mais maintenant du caporal au général personne n'est à l'abri de poursuites judiciaires pour des raisons tactiques. Avec la professionnalisation s'est produit un enchaînement bien dans l'air du temps entre armée de métier, métier et travail, travail et accident du travail, accident du travail et « la faute à qui ? » Pour chaque blessé, pour chaque tué il faut un coupable et si c'est l'ennemi, c'est sans doute que le chef a commis une erreur quelque part !

Je me suis déjà très souvent exprimé sur ce sujet dans l'armée de terre où nos hommes et nos femmes sont quelque peu perturbés par cette intrusion du fait judiciaire dans le champ de **l'action militaire tactique**.

En premier lieu, et il faut que cela soit très clair, les militaires quel qu'en soit le grade ne se sentent pas, ne se sont jamais sentis, au-dessus de lois qui les protègent tout autant quelles les obligent. Où qu'il soit déployé, le soldat français applique à la lettre les règles du droit international et national, et nos règles éthiques et comportementales si bien synthétisées dans notre code du soldat. C'est une donnée immuable de notre métier, et nous savons parfaitement qu'il n'y a jamais eu d'immunité pénale, disciplinaire ou professionnelle du militaire.

Mais nous savons également qu'il n'y a jamais eu de modèle mathématique de la

guerre et que l'engagement opérationnel a toujours été soumis à de fortes contingences que le chef au combat s'efforce de réduire au maximum.

Après coup, à froid et hors contexte, il est toujours facile d'analyser les causes possibles d'une mauvaise appréciation de situation ou d'une décision tactique ayant conduit au revers de fortune. Mais discerner dans la complexité, décider dans l'incertitude et agir dans l'adversité ne va pas de soi. Je veux cependant rester convaincu que tant que le soldat accomplira ses missions en conscience, en se souvenant à chaque instant de ce qu'il a patiemment et durement appris et acquis à l'entraînement, en un mot tant qu'il **accomplira les diligences normales de l'article 16 de la loi fixant son statut**, il n'aura aucune raison d'appréhender l'appréciation d'un censeur sur ses prises de décision au combat. Cela dit il faut se demander s'il est encore bien raisonnable de continuer à apprendre à monter à l'assaut et bien d'autres choses tout aussi dangereuses et de les mettre en œuvre pour remplir sa mission ?

Ce véritable fait de société me conduit à faire un constat, à poser une question et à exprimer quatre appréhensions :

Le constat : cela fait longtemps maintenant que tous les insurgés de la planète ont compris que désormais, dans nos sociétés **l'émotion** avait tôt fait de l'emporter sur la **raison**. Cette évolution sociétale est un incontestable atout dans leur jeu puisqu'elle affaiblit nos unités en opérations. C'est comme ça ! Actuellement, l'objectif de n'importe quel groupuscule mafioso-terroriste menaçant la stabilité d'une région n'est pas une victoire militaire qu'il sait hors de portée, mais bien nos opinions publiques : alors il prend des otages, il tue au hasard, à la première occasion, sans aucune considération tactique ce qui rend le brouillard de la gestion de crise nettement plus opaque que celui de la guerre.

La question : qui va apprécier l'accomplissement des diligences normales ? Actuellement nos unités engagées en opérations sont suivies par des détachements prévôtiaux qui rendent compte directement au parquet du TGI de Paris depuis la suppression du TAAP de Paris. Il conviendra de donner aux juges et aux procureurs la formation leur permettant d'apprécier en toute connaissance de cause les dossiers qui leur seront soumis. Sur ce point je veux rester confiant.

Les appréhensions :

- l'inhibition de nos soldats et de leurs cadres au point que nos unités s'en trouvent paralysées en opérations ;
- La « castration » du RETEX. Jusqu'à présent, pour tirer tous les enseignements de nos engagements, on se livrait systématiquement à une analyse après action sans concession appelée RETour d'EXpérience. Désormais, ces documents à finalité pédagogique pourraient devenir autant d'éléments à charge. Je doute qu'ils soient aussi fouillés que par le passé. Nous y perdrons en capacités d'amélioration de nos unités.
- la fragilisation de notre recrutement en cadres motivés et en soldats confiants car tout cela est d'abord perçu comme un manque de considération ;

aux risques physiques s'ajoute désormais la perspective infamante d'être traduit devant les tribunaux au premier coup de feu.

- l'affadissement du soutien et de la reconnaissance de la Nation envers ceux qui sont prêts à aller au bout de leur engagement à son service, puisque de défenseurs ils pourraient en devenir, de façon plus banale, les accusés.

### **Comment conclure ?**

Je suis toujours frappé de voir à quel point les Français ont conservé une perception très linéaire, très frontalière de leur défense. Cette ligne de front imaginaire est sans aucun doute une survivance dans notre inconscient collectif des tranchées qui couraient, il y a un siècle, de la Suisse à la mer du Nord et de l'effusion sanglante qui s'y déchaîna. La débâcle de 40 renvoie encore à l'enfoncement de cette ligne.

Aujourd'hui, cette notion de ligne est vide de sens. Notre ultime ligne de défense, c'est la dissuasion nucléaire, et nos armées conventionnelles, qui je le rappelle évitent à nos dirigeants politiques le dilemme du tout ou rien, assurent désormais **notre défense et notre sécurité** en contribuant, en complément de leur missions sur le territoire national et ses approches, à la stabilité du monde.

Je souhaite que notre pays puisse continuer « à jouer en première division » et donc à s'impliquer, à sa juste place notamment au sein d'une Europe plus solidaire, à la stabilité de notre monde. Nous en avons besoin pour vivre, car je reste convaincu que pour un pays comme le nôtre **sans puissance il n'y aura pas de croissance**.